



Où sont les femmes?

ÉLECTIONS Le collectif Femmes* se mobilise pour que le Valais ne soit pas représenté uniquement par des hommes au Conseil national. Sous la Coupole, le risque de recul des femmes élues est réel.

PAR SOPHIE DUPONT



Le collectif Femmes* a mené des actions pour sensibiliser à l'absence de femmes dans la délégation au National, comme ici au marché de Sion. LOUIS DASSELBORNE



Sur les huit sièges que compte le Valais au National, tous sont occupés par des hommes. «Pour la chambre qui est censée représenter la population, c'est particulièrement choquant», juge Aude Rapin, du collectif Femmes*, qui a organisé la Grève féministe. Début octobre, le collectif a distribué au marché de Sion des flyers appelant à voter femmes.

«Les gens n'ont pas conscience de la situation. Quand nous questionnons les passantes et les passants, la plupart imaginent qu'elles sont deux ou trois Valaisannes à siéger au National», témoigne-t-elle. Le Conseil d'Etat compte quant à lui une femme et un homme, les centristes Marianne Maret et Beat Rieder.

L'action du collectif visait à pousser à la réflexion, sans appeler à voter pour un parti ou un autre. «Nous ne demandons pas non plus de choisir uniquement des femmes. Mais nous amenons les citoyennes et les citoyens à se questionner sur leurs manières de voter», poursuit la militante.

Dans les faits, la porte du Conseil national restera difficile à franchir pour les candidates valaisannes. Parmi les huit hommes sortants (3 PDC, 2 UDC, 1 PLR, 1 PS, 1 Vert), tous

se représentent. Parmi les candidates, la socialiste Sarah Constantin est la mieux placée pour espérer récupérer un siège.

«Il ne suffit pas de faire figurer des femmes sur les listes des partis. Il faut des personnalités fortes, qui peuvent sortir du lot face à des hommes qui ont déjà un siège à Berne», martèle Aude Rapin.

Pour la militante, les partis ont un rôle important à jouer pour soutenir les candidates, les préparer aux débats et les former à l'arène politique. Aude Rapin est elle-même élue socialiste, députée suppléante au Grand Conseil. Dans sa fonction, elle constate que les politiciennes sont encore souvent écartées des lieux où se nouent les contacts politiques.

41%

de femmes siègent au National depuis 2019, contre 32% en 2015.

Elles sont 28% aux Etats, contre 15% en 2015.

«La Foire du Valais, par exemple, est un milieu très masculin. Et les hommes ont tendance à se retrouver entre eux pour l'apéro», relève-t-elle.

Le collectif a également interpellé l'Office cantonal de l'égalité et de la famille, lui demandant de se positionner sur la représentativité. Celui-ci indique proposer des formations à l'intention des politiciennes,

notamment sur la confiance en soi et la communication sur les réseaux sociaux.

«Des recommandations pour les partis figurent également dans nos brochures. Nous leur conseillons de recruter des femmes, de les former et de leur donner une place au sein des partis pendant toute la législature» explique Katy Solioz-François, cheffe de l'Office.

Un discours devenu moins audible

Au niveau suisse, la représentativité des femmes sous la Coupole avait bondi en 2019. Le Conseil national compte ainsi 41% de femmes (contre 32% en 2015) et elles sont 28% au Conseil des Etats (contre 15% en 2015).

Mais cette avancée vers la parité n'est de loin pas acquise et les risques de reflux sont réels. «En 2019, la conjoncture était plus favorable au discours sur la présence des femmes en politique fédérale», constate **Andrea Pilotti, politologue à l'Université de Lausanne.**

La première grande grève féministe depuis 1991 avait mobilisé massivement et mis l'égalité à l'agenda. «Même les partis qui jugeaient moins prioritaires les questions de genre avaient en partie surfé sur la vague. Ce n'est plus le cas aujourd'hui», observe le politologue. La percée des Vert-e-s, parti où les femmes sont bien représentées, avait également contribué à les propulser sous la Coupole.

Beaucoup d'élus qui partent



Autre élément à prendre en compte, le nombre important d'élu·es de longue date qui quittent le Parlement. «Parmi les douze femmes sortantes qui ne remplissent pas, plus de la moitié a siégé pendant 16 ans ou plus. Elles avaient acquis de l'expérience et une certaine capacité à faire campagne», relève le politologue. Parmi elles, on trouve la socialiste thurgovienne Edith Graf-Litscher (18 ans), la libérale-radical·e bernoise Christa Markwalder (20 ans) ou encore la socialiste vaudoise Ada Marra (16 ans).

Pour **Andrea Pilotti**, c'est aux partis de promouvoir activement les candidatures féminines. «Cela demande du temps. Il ne suffit pas de mettre leurs noms sur des listes», avertit-il. Et lesdits partis n'assurent pas toujours une relève égalitaire. Pour succéder à la sénatrice verte vaudoise Adèle Thorens, qui se retire, seuls des hommes se portent candidats, chez les Vert·e·s et au PS, comme à droite. «Rien n'est jamais gagné en matière d'égalité. Il ne faut jamais se reposer sur ses lauriers», conclut-il. **LE COURRIER**